

ports, soit au gouverneur en conseil. Voilà pourquoi je ne voudrais pas préjuger l'affaire. Je peux ajouter, toutefois, qu'il s'agit d'une excellente compagnie canadienne qui rend de précieux services, mais il est de la plus haute importance par contre—et les députés en conviendront, j'en suis certain—que les placements des passagers soient protégés. Je suis persuadé que c'est l'objectif fondamental de la Commission canadienne des transports et j'espère qu'elle sera en mesure de le réaliser.

**L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest):** Lorsqu'il étudiera cette question, le ministre tiendra-t-il compte du fait que par suite de la décision de la CCT, plusieurs centaines de voyageurs canadiens seront poussés à affréter des avions, de l'autre côté de la frontière canado-américaine...

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît.

\* \* \*

### LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT

LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE—LE RAPPORT CARR  
[Français]

**M. Gérard Laprise (Abitibi):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Transports.

J'aimerais lui demander si le rapport de la Commission Carr a été présenté au cabinet, si celui-ci en a pris connaissance et si une décision a été prise quant au remboursement de la dette ou à son «refinancement».

[Traduction]

**L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports):** Non, monsieur l'Orateur. Comme j'en ai informé la Chambre juste avant le congé de Noël, j'ai reçu le rapport Carr et il est maintenant à l'étude. C'est un document exhaustif, et dès que nous aurons fini de le scruter, j'essaierai d'en saisir la Chambre ou, de quelque autre façon, d'en rendre publics les détails pertinents.

\* \* \*

### LES CORPORATIONS

ENQUÊTE SUR LA GUERRE DES PRIX ET SES EFFETS  
SUR LES PETITS COMMERCE

**M. Robert P. Kaplan (Don Valley):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations. Comme on a signalé récemment que les magasins d'alimentation à succursales multiples accusent des baisses sérieuses dans leurs bénéfices ainsi que des pertes à la suite de la guerre des prix, le ministre songe-t-il à ordonner une enquête afin d'établir si cette lutte équivaut à une concurrence sans merci visant à éliminer les petites entreprises indépendantes qui font concurrence à ces magasins?

**L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations):** Monsieur l'Orateur, le Directeur des enquêtes et des recherches qui applique la loi relative aux enquêtes sur les coalitions est évidemment au courant

de cette guerre des prix, et s'il semble y avoir contravention à la loi, l'on peut s'attendre à ce qu'il prenne les mesures voulues.

**L'hon. M. Hees:** Monsieur l'Orateur, sur le même sujet, le ministre dirait-il à la Chambre s'il va ordonner au directeur de s'en occuper, au lieu de le laisser libre d'agir à sa guise? Pourrait-il lui ordonner d'intervenir?

**L'hon. M. Basford:** Monsieur l'Orateur, le directeur a le devoir, de par ses fonctions, d'appliquer les dispositions de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions, et j'ai la plus entière confiance en ses capacités de s'acquitter de ce devoir.

**L'hon. M. Hees:** C'est votre opinion à vous.

\* \* \*

### LES AÉROPORTS

TORONTO—LES EMPLACEMENTS ENVISAGÉS POUR  
LE NOUVEL AÉROPORT

**M. W. M. Howe (Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Transports. Il semble que ce soit son grand jour à la Chambre aujourd'hui. Il s'agit du nouvel aéroport qu'on prévoit construire au nord et à l'ouest de Toronto. Le ministre a déclaré avant Noël que trois ou quatre emplacements s'y prêteraient. Peut-il dire si une décision a été prise à ce sujet?

**L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports):** Non, monsieur l'Orateur. Les fonctionnaires fédéraux et provinciaux viennent de terminer une étude effectuée de concert, dont j'ai reçu le rapport hier. Je suis en train d'en prendre connaissance. Je crois comprendre que quelques-uns des ministres du gouvernement de l'Ontario sont un peu plus occupés que d'habitude ces jours-ci, mais je vais essayer de les rencontrer le plus tôt possible.

**M. Howe:** Étant donné que des petites municipalités qui pourraient être affectées par la construction de cet aéroport dressent présentement leurs projets pour 1971, le ministre pourrait-il faire l'impossible afin qu'une décision soit prise le plus tôt possible à ce sujet?

**M. l'Orateur:** La question du député prend la forme d'une instance.

\* \* \*

### AFFAIRES EXTÉRIEURES

CHYPRE—LE MAINTIEN DE LA PAIX PAR L'ONU—  
LA PARTICIPATION DU CANADA

**M. S. Perry Ryan (Spadina):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre suppléant. Devant la situation confuse qui règne actuellement en Turquie et en Grèce et eu égard aux informations troublantes qui nous parviennent de Chypre, le gouvernement a-t-il pris une initiative quelconque en vue de la continuation, au-delà du 15 juin prochain, du mandat de la force de maintien de la paix à Chypre?

**L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant):** Monsieur l'Orateur, pour l'instant, nous n'avons été saisis